



## Les journées de mobilisation ont eu lieu «Pas la saison des fraises»



«**P**renons l'habitude de manger des fruits et légumes de saison produits localement!» Voilà le cri de coeur émis lors des récentes journées de mobilisation contre les importations de denrées alimentaires produites dans des conditions sociales et écologiques inadmissibles» Celles-ci ont eu lieu mardi et mercredi, dans toute la Romandie.

Leur credo? «Les divers scandales européens dans le domaine de l'agroalimentaire -dont Almeria, El Ejido, Huelva en Espagne et Rosarno en Italie sont des exemples choquants- ont dévoilé les véritables problèmes sociaux et écologiques», expliquent les initiants, dans un communiqué. En outre, les producteurs de fruits et légumes de ces diverses exploitations agricoles emploient une main-d'œuvre immigrée clandestine (principalement d'Afrique

et d'Europe de l'Est) et corvéable à merci. Les conditions d'exploitation de ces saisonniers-ères migrant-e-s relèvent d'une précarité intolérable: 14 heures de travail quotidien, salaires de misère pouvant descendre à 20 euros la journée, logements de fortune insalubres... (cf. rapport européen 2006).

Par ailleurs, l'impact environnemental de ce type de production est également catastrophique: menace de désertification due à une irrigation par pompage sans limitation, traitement chimique à outrance (engrais, pesticides). Pourtant, les grands distributeurs suisses continuent d'importer des denrées alimentaires produites dans ces conditions sociales et écologiques inacceptables en se cachant derrière la mise en place de labels et de chartes alimentaires douteux (Swissgap, GlobalGAP,



La Région Nord vaudois  
1401 Yverdon-les-Bains  
024/ 424 11 55  
www.laregion.ch

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 6'000  
Parution: 3x/semaine

N° de thème: 540.12  
N° d'abonnement: 1085158  
Page: 35  
Surface: 30'518 mm<sup>2</sup>

EurepGAP, BSCI, Grasp etc.).

Afin de continuer à engranger des profits, les multinationales et les grands distributeurs n'hésitent donc pas à faire trinquer la main d'œuvre agricole ainsi que les petits producteurs locaux en Suisse qui peinent à soutenir cette concurrence déloyale d'importation à bas prix!

Cinq initiatives cantonales (VD, JU, GE, FR, NE) demandant d'interdire l'importation de denrées alimentaires produites dans des conditions sociales et écologiques inadmissibles ont été déposées

à Berne. Après avoir été rejetées par le Conseil des Etats en juin 2010, elles ont été acceptées par le Conseil national en décembre dernier. Le dossier retournera prochainement au Conseil des Etats.

En soutien à ces initiatives, et pour défendre des conditions de travail équitables et décentes pour l'ensemble des personnes travaillant dans les filières agro-alimentaires, des journées de mobilisation ont ainsi eu lieu les 22 et 23 mars dans plusieurs villes de Suisse.

COM- ■